

Artsakh blocus 45ème jour

Aujourd'hui, les stations services de gaz naturel ferment définitivement et les coupures d'électricité passent de deux fois trois heures à trois fois deux heures.

Nos contacts en Artsakh nous informent que les cigarettes sont de nouveau largement disponibles en Artsakh moyennant une augmentation sensible de leur prix: 450 drams contre 300-350 dans les autres régions d'Arménie.

Quelle que soit l'issue du blocus, il est clair qu'il va laisser des traces au moins politiques tant dans la région d'Artsakh qu'au niveau national en Arménie. Tout dépend de la sortie de crise. Si l'Artsakh sort vainqueur alors le pouvoir de Pashinyan sera fortement mis en danger par Rouben Vartanyan et son parti "Aprelu Yerkir" (pays à vivre) qui prône ouvertement une intégration de l'Artsakh au sein de l'Arménie quand Pashinyan rêve de voir l'Arménie définitivement débarrassée de cette région !

Si l'Artsakh perd, alors il est menacé de dépeuplement et Pashinyan sera coupable de haute trahison pour avoir livré l'Artsakh à l'ennemi.

Rouben Vartanyan n'est pas entaché par la réputation des anciens avec qui il n'a presque aucun lien connu ou supposé.

La situation politique en Arménie ne cesse de se dégrader. L'équipe Pashinyan montre chaque jour un peu plus son irrespect envers la population, son incompétence et sa politique de copinage.

Hier on apprenait que le ministère de la défense, loin de gérer humainement les conséquences de l'incendie qui a coûté la vie à 15 soldats, avait demandé à la société d'électricité de couper l'électricité au bâtiment de son ancien ministère où il avait relogé près de 300 habitants. Le ministère n'a trouvé aucun autre moyen pour expulser les habitants manu militari. La société d'électricité se justifie

d'avoir respecté la loi et agi à la demande de l'abonné !

La mort des 15 soldats brûlés dans leur sommeil en raison de la vétusté des locaux ne cesse de faire des vagues. L'indifférence politique des autorités est inversement proportionnelle à l'émotion nationale qu'a suscité ce drame.

Il y a 10 jours, le journal "hraparak.am" demandait Christine Grigoryan, la défenseur des droits de l'homme d'Arménie, de s'expliquer sur sa possible prochaine démission. Elle répondit par écrit que ce n'était pas à l'ordre du jour. Hier, on apprenait qu'elle avait adressé à l'Assemblée nationale sa lettre de démission. Sans attendre le délai légal d'une semaine pour que l'Assemblée valide sa demande et nomme un remplaçant, elle a fait ses cartons, quitté son poste et l'Arménie. Elle est attendue à la tête d'une nouvelle administration récemment créée par Pashinyan: le Service de Renseignement International.

Concernant son remplaçant, cela devrait être de nouveau une femme, Tatevik Stepanyan, nommée en 2020 et à la surprise générale vice-ministre des affaires sociales. Il faut dire que jusque là elle était responsable des ventes d'une entreprise de vêtements ! Cela sent le copinage et les fonds de tiroirs pour remplir les rangs.

On regrette vraiment leurs prédécesseurs Arman Tatoyan et Larissa Halaverdyan. Eux au moins ont fait leur travail et sur la question des droits de l'homme et du blocus de l'Artsakh, ils sont bien plus audibles que l'institution d'Etat. Avec cette nouvelle nomination Pashinyan est en train de dénaturer l'idée même qu'on se fait de la mission du défenseur des droits de l'homme...

Armen Rakedjian